

Pauvreté. La vie au bord du gouffre, une réalité qui s'étend

L'Humanité Jeudi 9 Septembre 2021

[Camille Bauer](#)[Eugénie Barbezat](#)

Le Secours populaire publie aujourd'hui son baromètre annuel sur la perception de la pauvreté en 2021. Il révèle la hausse de la précarité et d'existences faites de privations pour celles et ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Des budgets au cordeau, dans lesquels chaque euro compte, des postes de dépenses sacrifiés, et l'angoisse au ventre d'un basculement dans la misère... La crise économique engendrée par le Covid a d'abord fragilisé ceux qui vivaient déjà dans la précarité, rappelle le sondage annuel du Secours populaire publié ce jeudi 9 septembre, qui met l'accent sur le quotidien des Français vivant en dessous du seuil de la pauvreté. Ces derniers sont ainsi 58 % à avoir subi une perte de revenus en 2020, contre 45 % pour l'ensemble des Français. Quand la baisse a été très importante, l'écart est encore plus fort : 13 % contre 7 %. Depuis le début de la crise, les trois quarts d'entre eux (63 %) ont rencontré des difficultés financières, soit près du double de la population générale (36 %).

De plus en plus de sacrifices

Conséquence de cette perte de revenus, les plus pauvres ont des budgets de plus en plus serrés et doivent faire de plus en plus de sacrifices. Parmi eux, 64 % ne savent plus « *sur quelles dépenses faire des compromis car ils ont déjà réduit tout ce qui pouvait l'être* » (contre 40 % en population générale). Pour assurer à leurs enfants de bonnes conditions de vie, les parents sont contraints, une fois honorées les factures vitales comme le logement et l'énergie, de rogner sur d'autres postes : plus de 80 % disent renoncer aux loisirs, aux vêtements ou aux soins de beauté. Ils sont même 54 % à se priver de soins médicaux et 62 % de nourriture.

55 % des Français connaissent un proche en situation de pauvreté, dont 22 % dans leur famille.

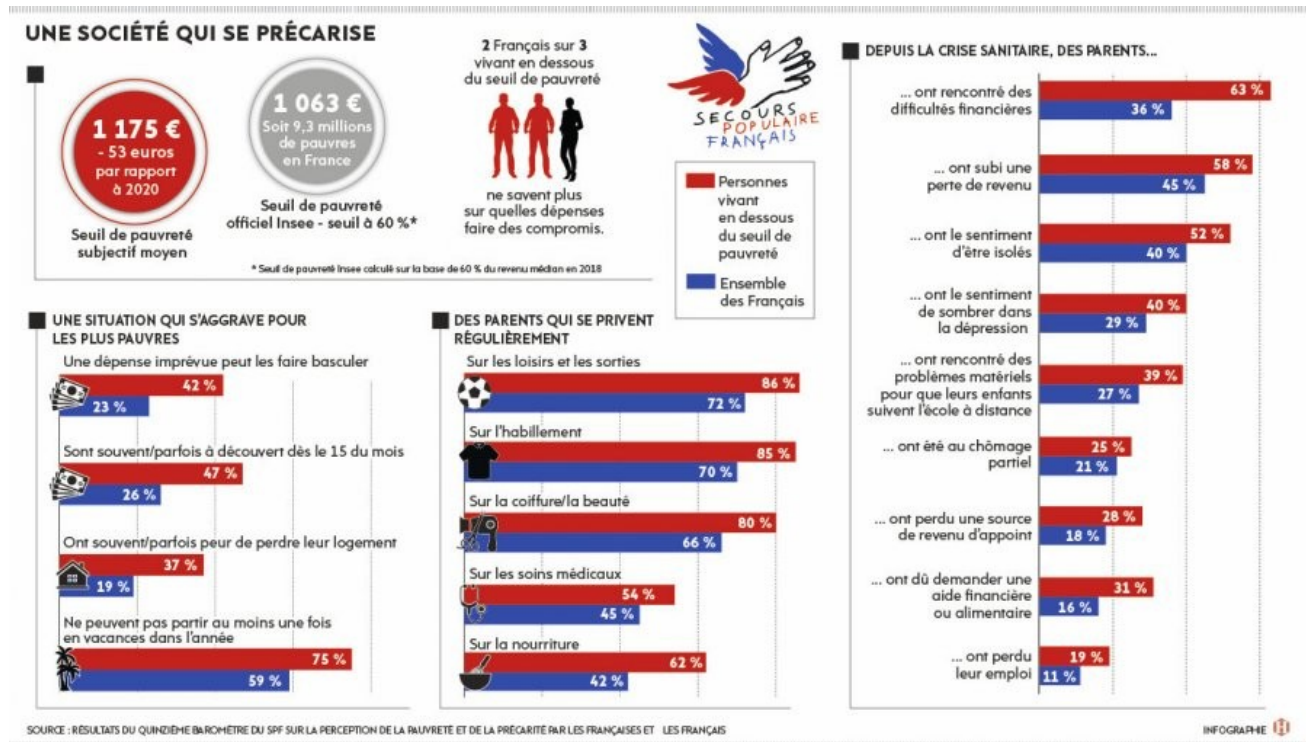
« *On reçoit énormément de gens ayant zéro ressource. Soit ils ont perdu leurs revenus, soit une fois payé ce qui l'est en prélèvements, il ne leur reste plus rien* », confirme Houria Tareb, secrétaire nationale de l'organisation. En Haute-Garonne, où cette dernière travaille, le reste à vivre moyen des bénéficiaires est passé de 3,90 euros par jour en 2019, à 1,79 euro en 2020.

Face à cette réalité, les discours des politiques sur l'assistanat indignent la militante. « *C'est vraiment injuste de les culpabiliser, de dire qu'ils ne veulent pas travailler et ne font pas d'efforts. Ils n'ont pas choisi d'être dans ces situations difficiles. Aujourd'hui, n'importe qui peut se retrouver là.* »

Beaucoup de jeunes et d'étudiants ont basculé dans la pauvreté

Car les plus pauvres ne sont pas les seuls concernés. Les 1 000 Français interrogés par le Secours populaire entre le 18 juin et le 3 juillet 2021 sont plus nombreux que l'année précédente à évoquer des difficultés pour faire face aux dépenses courantes d'énergie (36 % contre 27 % en 2020), de

logement (32 % contre 25 %) ou d'alimentation saine avec trois repas par jour (30 % contre 23 %). 20 % disent même se priver de certains repas, contre 14 % en 2020. Cette situation s'explique par le basculement de nouvelles catégories dans la pauvreté, à commencer par les jeunes, dont les emplois précaires ont été les plus touchés. Des jeunes qui ne peuvent percevoir d'aides quand ils n'ont pas travaillé assez longtemps pour bénéficier du chômage. À titre d'exemple, le nombre d'étudiants reçus par l'association en Haute-Garonne est passé de 400 en 2019 à 900 en 2020 !



Autre catégorie frappée par la crise, le bas de la classe moyenne. « Avant la crise, on ne voyait pas de ménages avec des revenus légèrement au-dessus du Smic. Jamais on n'aurait pensé qu'ils auraient besoin d'aide. Mais entre ceux qui étaient en CDD et ceux qui ont perdu leur chômage, des personnes qui avaient des revenus corrects se retrouvent avec beaucoup moins. Ils font face à de grandes difficultés, parce que leurs charges, elles, n'ont pas diminué », abonde la militante.

Cette extrême précarité génère un profond sentiment d'insécurité. « Les gens, même avec le Smic, sont sur le fil du rasoir. Ils vivent dans l'inquiétude d'être confrontés à une urgence, une maladie, un accident de voiture, qui pourrait les faire basculer dans la pauvreté », explique Houria Tareb. 74 % de ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et 55 % de l'ensemble de la population se disent ainsi inquiets de ne pas pouvoir faire face à une dépense courante imprévue.

La crainte accrue de se retrouver à la rue

La crainte de ne pouvoir payer ses factures (52 % des premiers et 28 % pour le reste) ou ses frais de logement (45 % et 27 %) est aussi forte. De plus en plus, le logement apparaît comme une préoccupation centrale. « Nous avons été énormément sollicités, surtout par des jeunes, pour une aide au paiement du loyer. Le logement, c'est ce qui préservait les gens contre la grande précarité, et on voit apparaître une crainte accrue de se retrouver à la rue », poursuit la responsable associative.

L'inquiétude ne touche pas que l'avenir immédiat. 78 % des Français pensent que leurs enfants auront plus de risques qu'eux de tomber dans la pauvreté. Bien plus que la crise sanitaire, qui n'a pas modifié ce chiffre, c'est la précarisation du travail qui nourrit cette crainte pour les générations futures. *« Avant, avoir un emploi garantissait l'avenir, souligne Houria Tareb. Mais c'est de moins en moins vrai. Les métiers évoluent très vite et les gens ne se sentent plus protégés ni sécurisés par le travail. Ce qui les inquiète surtout pour leurs enfants. »*

La précarité, une réalité - Portraits.

« Le pire, sans argent, c'est de rester chez soi à se morfondre »

Daniel, Meriem et sa fille de 14 ans se débrouillent avec le RSA. Grâce au Secours populaire, la famille a pu retrouver un fragile équilibre.

Après avoir épousé Daniel à Oran en 2017, Meriem, 47 ans, est venue rejoindre son mari à Saint-Ouen-l'Aumône, accompagnée de sa fille Iris, alors âgée d'une dizaine d'années. Alors que la famille recomposée espérait une vie stable, les problèmes s'accumulent. Daniel tombe malade et doit cesser son métier de chauffeur de véhicule de transport pour personnes handicapées. Il se retrouve au RSA. Meriem ne peut pas prendre le relais, car elle n'est pas autorisée à travailler en France, faute d'avoir encore pu faire authentifier la transcription de leur acte de mariage. Elle ne touche donc aucune aide et tremble à l'idée de tomber malade. *« J'étais sans couverture sociale, comme ma fille... En plus, mon père venait de mourir du Covid, en Algérie, il ne pouvait plus m'envoyer d'argent en cas de coup dur. »*

Au bord du gouffre, la famille se tourne vers le Secours populaire français, pour avoir de quoi manger et se faire aider dans ses démarches administratives... Au départ, Meriem vient une fois par semaine chercher un panier de denrées et y trouve des fournitures scolaires pour Inès. Mais elle souhaite aussi s'engager pour aider les autres.

En attendant son autorisation de travail, elle se propose comme bénévole à l'antenne de Saint-Ouen-l'Aumône. Cadre dans l'humanitaire en Algérie, elle est habituée à gérer des équipes et ne tarde pas prouver son sens de l'organisation. Après quelques semaines, on lui propose d'encadrer un groupe de bénévoles. *« C'est une chance formidable. Le pire, quand on n'a pas d'argent, c'est de rester chez soi à se morfondre. Cela créait des tensions avec mon mari. Aujourd'hui, je rentre le soir et j'ai des choses à lui raconter, se réjouit Meriem. D'ailleurs, grâce aux visites culturelles organisées par le SPF, moi qui viens d'arriver, je connais plus d'endroits que Daniel qui a toujours vécu ici. »*

Depuis qu'elle a trouvé « une famille » au SPF, Meriem a repris espoir. Sa situation lui pèse moins et elle a moins l'impression de « priver (s) a fille ». Laquelle a, par exemple, pu bénéficier de la solidarité de l'association en partant en colonies de vacances.

Dès que sa situation administrative le permettra (une question de semaines, maintenant), Meriem trouvera du travail et pourra lui offrir ce qui lui fait plaisir et lui manque, même si « elle ne réclame rien ».

(1) Les prénoms ont été modifiés.

« Les garçons savent qu'ils ne doivent rien réclamer »

Lola vit à Pontoise, seule avec ses deux fils de 13 et 15 ans, dont le plus jeune est handicapé. Son emploi de femme de ménage suffit à peine à payer le loyer.

À 38 ans, Lola (1) est fatiguée. Le corps de la jeune femme est usé par des années à enchaîner les heures de ménage. En 2013, elle a quitté son village d'Albanie, ses deux enfants de 7 et 5 ans sous le bras, au sens littéral pour le cadet, Jürgen, qui, du fait d'un handicap, ne marchait pas encore. Son périple la conduit en France, via l'Italie, où elle espère pouvoir faire soigner le petit garçon. Elle cherche aussi à échapper à la douloureuse emprise de ses deux beaux-frères, avec qui elle cohabitait depuis que son mari, joueur de poker invétéré, a quitté le foyer familial.

De Paris, elle découvre en premier lieu l'hôpital, où Jürgen est admis d'urgence après avoir contracté une maladie pulmonaire durant le voyage. « *Là, c'était le paradis, tout était propre, on ne manquait de rien* », se souvient-elle. Hélas, au bout de trois jours, la famille est remise à la rue. « *On a dormi trois semaines dans un parc, une vraie galère...* » S'ensuivent huit années en hébergement d'urgence dans le Val-d'Oise « *avec un seul toilette par étage* ». Lola obtient rapidement le statut de réfugiée, mais dans un premier temps sans autorisation de travailler. Alors elle se débrouille. « *Deux fois par semaine, je me levais à 4 heures du matin pour aller à Paris revendre à la sauvette à la sortie du métro des boîtes de conserve récupérées aux Restaurants du cœur. Avec les 2 ou 3 euros gagnés, j'achetais du pain pour le petit déjeuner de mes enfants...* » confie-t-elle gênée. Avant même que son statut administratif ne l'y autorise, la mère de famille commence à travailler : elle fait le ménage dans un restaurant, mais le patron la paye de manière très aléatoire, quand il ne lui demande pas de nettoyer son domicile personnel... « *Si je me plaignais, il menaçait de me dénoncer.* » Souvent, les enfants ont le ventre vide : « *Quand on était à l'hôtel, ils se cachaient les yeux au moment où passaient les publicités pour des friandises à la télé... ils avaient trop faim !* »

Le courage de la jeune femme impressionne les parents d'élèves de l'école de ses enfants : ils lui proposent des heures de ménage chez des particuliers et l'institutrice de ses fils la met en contact avec le propriétaire d'une péniche, qui l'embauche légalement pour l'entretien. Il lui propose même un logement indépendant sur le bateau. « *On avait une entrée indépendante, deux cabines, une cuisine et des sanitaires pour nous. C'était formidable.* » Cette embellie prend fin à la mort du propriétaire du bateau. Lola loue désormais un petit appartement de 28 m² à Pontoise. Elle a pu le faire grâce à son CDI dans une entreprise qui l'envoie faire des ménages chez les particuliers. « *C'est très difficile et très peu payé. Je ne touche que 8 euros de l'heure* », soupire-t-elle. Ses horaires acrobatiques l'obligent à laisser souvent à Glédis, son fils de 15 ans, la responsabilité du plus jeune. « *Il est très raisonnable et très bon au lycée. Mais à cause de notre situation, il ne peut pas avoir une vraie vie d'adolescent, c'est un peu l'homme de la maison.* » Aujourd'hui, Lola cumule moins de 900 euros de revenus par mois, aides et APL comprises. Avec un loyer de 750 euros, sans les charges, elle ne s'en sort pas. « *Heureusement, on ne fume pas et on ne boit pas de café. Et nous ne faisons aucun excès. Je ne m'achète jamais aucun vêtement neuf. Les garçons savent qu'ils ne doivent rien réclamer...* » précise-t-elle. Une fois payées les factures, la cantine scolaire et les passes Navigo, il ne lui reste pas de quoi nourrir sa famille. Pour cela, elle vient chaque semaine aux distributions alimentaires du Secours populaire, où elle a aussi pu rencontrer une assistante sociale. Son souhait le plus cher : « *Avoir un logement un peu plus grand pour pouvoir garder des enfants en tant que nourrice.* » Le métier qu'elle a toujours rêvé de faire et qui lui permettrait de faire vivre dignement sa famille, en restant proche de ses deux garçons.

(1) Le prénom a été modifié.